



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Ukraine

Question au Gouvernement n° 1761

Texte de la question

SITUATION EN UKRAINE

M. le président. La parole est à Mme Élisabeth Guigou, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Élisabeth Guigou. Monsieur le président, chers collègues, ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères. Depuis le début de la très grave crise en Ukraine, la France, avec ses partenaires européens, notamment allemand et polonais, appelle à la retenue et au dialogue. Nous soutenons le gouvernement ukrainien, mais nous l'invitons aussi à mener les réformes indispensables qu'exige le peuple ukrainien, à l'ouest comme à l'est du pays, notamment la lutte contre la corruption. Notre priorité immédiate est que l'élection présidentielle du 25 mai se déroule dans de bonnes conditions.

Or, contrairement aux engagements pris à Genève le 17 avril, la Russie poursuit ses actions de déstabilisation dans l'est de l'Ukraine. Les mouvements de ses troupes, les déclarations de ses dirigeants font planer la menace d'une intervention militaire directe. La propagande russe travestit la situation à Kiev, où le calme est revenu. Je l'ai constaté lors des deux déplacements que j'ai effectués récemment, le dernier avec mes homologues allemand et polonais.

Les sanctions qui ont été décidées ont pour but non pas d'isoler la Russie, mais de convaincre ses dirigeants qu'ils commettent une erreur stratégique majeure. Ces sanctions s'ajoutent à celle des marchés – chute du rouble, fuite massive des capitaux. Elles adressent un signal au président de la Russie : il n'y a pas d'avenir pour le peuple russe dans une confrontation avec l'Union européenne.

Nous souhaitons avec la Russie un dialogue sur la construction d'un espace économique et politique commun, de Lisbonne à Vladivostok. C'est le même langage que nous tenons au gouvernement ukrainien lorsque nous lui recommandons de répondre concrètement aux légitimes aspirations de sa population à l'est du pays.

Monsieur le ministre, pouvez-vous informer notre assemblée sur le sens et le contenu des décisions de l'Union européenne, nous dire quelles dispositions seront prises pour garantir la bonne tenue des élections du 25 mai et nous préciser quels gestes concrets vous attendez de la Russie aujourd'hui ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Madame la présidente Elisabeth Guigou, « désescalade » : voilà le seul objectif raisonnable, et celui que poursuivent la diplomatie européenne et la diplomatie française.

M. Jacques Myard. Il n'y a pas de diplomatie européenne !

M. Laurent Fabius, ministre. Quels gestes attendons-nous de la part des autorités russes ? Tout simplement qu'elles respectent la souveraineté – à laquelle les Russes sont attachés lorsqu'il s'agit de leur pays, à bon droit – des pays limitrophes, et notamment de l'Ukraine.

C'est précisément parce qu'ils n'acceptent pas, pour le moment, de respecter cette souveraineté, que l'Europe et la France ont pris des sanctions. Nous en sommes au « niveau 2 ». Les ministres des affaires étrangères se réuniront probablement jeudi ou la semaine prochaine afin d'examiner la situation et de décider s'il y a lieu d'aller plus loin.

Vous avez raison d'insister sur l'élection du 25 mai. Peu de monde en parle, et pourtant c'est la solution. Lorsque l'on se trouve dans une telle situation de crise, il n'y a d'autre solution que de faire appel à la population. Des vingt-trois personnes qui se sont portées candidates à l'élection présidentielle, plus de la moitié viennent de l'est de l'Ukraine et du sud, et parmi ces candidats figurent les deux représentants de l'opposition parlementaire, le Parti communiste et le Parti des régions. Il faut laisser au peuple ukrainien la possibilité de voter.

Désescalade, donc – et sinon, sanctions –, préparation de l'élection présidentielle, nouvelle constitution : c'est la seule voie possible pour éviter les incidents tragiques qui pourraient découler de la situation actuelle.
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [Mme Élisabeth Guigou](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (6^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1761

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 avril 2014](#)